



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

dossier n° PC 031 350 22 Y0001

date de dépôt : 20 avril 2022

demandeur : Monsieur PEEL Albert William et
Madame NEALE Diane

pour : l'extension de la maison d'habitation par
l'aménagement de la grange

adresse terrain : 55d Paguère de l'Artigaout, à
Mondilhan (31350)

Commune de Mondilhan

**ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de l'État**

Le maire de Mondilhan,

Vu la demande de permis de construire pour une maison individuelle et/ou ses annexes présentée le 20 avril 2022 par Monsieur PEEL Albert William et Madame NEALE Diane demeurant 55d Paguère de l'Artigaout, Mondilhan (31350) et affichée le 20 avril 2022 ;

Vu l'objet de la demande :

- pour l'extension de la maison d'habitation par l'aménagement de la grange ;
- sur un terrain situé 55d Paguère de l'Artigaout, à Mondilhan (31350) ;
- pour une surface de plancher créée de 65 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les dispositions des articles R 563-1 et suivants du code de l'environnement, relatif à la prévention du risque sismique, qui classe la commune en zone de sismicité 2 correspondant à un niveau d'aléa faible ;

Vu les pièces complémentaires apportées en date du 04/05/2022 ;

Vu l'avis réputé favorable du maire depuis le 20/04/2022 ;

Sur proposition du Directeur départemental des Territoires de la Haute-Garonne ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

RISQUE SISMIQUE

Le terrain faisant l'objet de la présente demande d'autorisation est classé en zone de risque sismique, en application des dispositions des articles R 563-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à la prévention du risque sismique.

Le projet de construction envisagé devra donc respecter les règles de construction parasismique.

A Mondilhan
Le 18 05 / 2022

Le maire,
(nom-prénom)

GASPARD Joseph

JGouin



Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.